

Essai sur la relation entre les inégalités et la croissance économique : Faits stylisés et estimation d'impact



RIAD JAMAL

**Chercheur en sciences économiques
Université Hassan II, Mohamadia,
Maroc**

Résumé :

Depuis le milieu des années 1950 et la parution de l'hypothèse de Kuznets et par suite les critiques qui lui ont été avancées, plusieurs modèles théoriques ont été élaborés pour étudier

l'impact d'une distribution non égalitaire des ressources sur la croissance et le processus de développement.

Le présent papier a pour objectif principal d'explorer l'impact des inégalités sur la croissance économique au Maroc via une modélisation économétrique basée sur les données de Panel et la méthode d'estimation par GMM. L'échantillon de l'étude porte sur le Maroc et 15 pays de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les résultats de ce travail affirment que les inégalités se révèlent catalyseur de la croissance économique. Cependant, ces inégalités qui, dépassant une limite, peuvent devenir une source d'instabilité sociopolitique générant un climat défavorable pour l'attractivité des investissements notamment étrangers dont leur augmentation de 1% fait croître le taux de croissance de 0,2%.

Mots-clés : Les inégalités, croissance économique, pauvreté, développement, donnés de panel, estimateur GMM.

Abstract:

Since the mid-1950s and the appearance of the Kuznets hypothesis and subsequent criticisms of it, several theoretical models have been developed to study the impact of an unequal distribution of resources on growth and development process.

The main objective of this paper is to explore the impact of inequality on economic growth in Morocco through econometric modeling based on Panel data and the GMM estimation method. The study sample covers Morocco and 15 countries of the Economic Community of West African States (ECOWAS).

The results of this work affirm that inequalities prove to be a catalyst for economic growth. However, these inequalities which, exceeding a limit, can become a source of socio-political instability generating an unfavorable climate for the attractiveness of investments, particularly foreign investments which improve the growth rate by 0.2% when they increase by 1%.

Keywords: Inequalities, economic growth, poverty, development, panel data, GMM estimators.

Introduction :

La croissance économique est, en fait, une problématique très complexe. Les modèles de croissance exogène furent les premiers à démontrer que les progrès technologiques étaient à l'origine de la croissance économique, mais il a fallu attendre plusieurs années, pour identifier les facteurs sociaux, politiques et institutionnels contribuant à rendre les politiques économiques plus efficaces dans certains pays. Ces facteurs sont ceux qui portent sur la création d'un environnement politico-légal de bonne gestion économique, de résolution des conflits liés à la rivalité des groupes politico-sociaux hétérogènes et de l'amortissement des instabilités économiques ou politiques, facteurs qui sont à l'origine de la pauvreté et des inégalités.

Plusieurs modèles théoriques ont été présentés afin d'étudier l'impact d'une distribution non égalitaire des ressources sur le processus de croissance

et de développement. Ces théories relèvent de deux grandes catégories. La première postule l'existence d'une relation positive entre inégalités et croissance, induite par l'épargne individuelle et des incitations à investir. La seconde souligne les effets négatifs d'une distribution inégale des ressources sur les perspectives de croissance d'un pays.

L'aperçu présenté ci-dessus a pour objectif principal **d'explorer l'impact des inégalités sur la croissance économique**. Au niveau méthodologique, notre choix s'est porté sur une approche théorique basée sur l'économétrie des données de Panel et les méthodes d'estimation adéquates. L'échantillon de l'étude porte sur le Maroc et 15 pays de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en l'occurrence le Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Mali, Niger, Guinée, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée bissao et Libéria.

Le présent papier se propose comme plan quatre principaux titres. Le premier consiste en analyse conceptuelle des principaux concepts : croissance économique et inégalité. Le deuxième sera consacré à la littérature théorique ainsi qu'empiriques approchant l'impact des inégalités sur la croissance économique. Le troisième concernera l'évaluation empirique réalisée, en matière de modélisation, de résultats et d'interprétations.

1. Les inégalités et la croissance économique : Cadre conceptuel

Dans la littérature économique relative aux inégalités et à la croissance économique, plusieurs autres concepts sont utilisés par les analystes. Alors quelle démarcation peut-on déduire de ces concepts ?

1.1. Démarquer les inégalités de la pauvreté

S'il est facile de comprendre la pauvreté, il est difficile de la définir ou de la cerner. La pauvreté est un vieux phénomène depuis l'existence des sociétés humaines, dans le temps et l'endroit, elle varie selon les différentes cultures et sociétés. La pauvreté, telle que nous l'entendons, correspond à ce que les ancêtres appelaient le paupérisme ou l'indigence. Cette notion évoque celle de subsistance : « L'indigent est celui qui n'a pas ou détient tout juste les moyens de survivre et de faire survivre ceux qui dépendent de lui »¹.

A titre historiquement lointain, le terme « **pauvre** » vient du latin **pauper** et du grec **pénes**(pauvre) et **penia**(pauvreté), vocables apparentés à **peina** (faim) et d'une façon lointaine à

ponos(douleur) et **poiné** (châtiment, peine)². Le concept « pauvreté » se traduit également en grec par **aporia** (absence de chemin, situation de difficulté dans laquelle se trouve le pauvre). Selon Michel Mollat, historien du moyen âge « le pauvre est celui qui, de façon permanente ou temporaire, se trouve dans une situation de faiblesse, de dépendance, et d'humiliation »³.

Le lauréat du prix Nobel en 1998, Amartya Sen (1993) confirme « qu'il y'a une raison forte pour juger l'avantage individuel en termes de possibilités. Dans cette perspective, la pauvreté doit être vue comme une privation des besoins de base plutôt qu'un bas revenu qui est le critère standard de la pauvreté »⁴.

Pour ce qui est du phénomène de l'inégalité, il y a lieu de noter qu'elle est une caractéristique structurelle des pays en développement. Etroitement lié à la pauvreté, ce phénomène continu de susciter un intérêt croissant de la part des économistes du développement, depuis les premiers bilans sociaux des politiques d'ajustement structurel. Si la pauvreté relève davantage du manque, les inégalités, elles, indiquent des différences de conditions entre des personnes. Les inégalités peuvent être économiques, (revenus, patrimoine), sociales, (chômage, soins, Espérance de vie), ou culturelles (scolarisation, loisirs, lecture).

Une des explications traditionnelles du bien-être réside dans l'approche de la pauvreté relative (avoir moins que les autres membres d'une société donnée au regard d'un aspect

¹ Labbens Jeans, « Sociologie de la pauvreté : le tiers monde et le quart monde », Ed. Gallimard, 1978, p77.

² Alberto Wagner de Reyna, « Progrès et développement », Ed. l'Harmattan, 1990, p 37.

³ Quentin Wodon, « Marketing contre pauvreté », les éditions de l'atelier, Paris, 1993, P 17&18.

⁴ A.Sen, « Capability and well-being in the quality of life », Ed. Oxford: Clarendon Press, 1993.

spécifique du bien-être). Cependant, il est simple de remarquer que le niveau général des inégalités à l'intérieur d'une localité donnée, et plus généralement de la répartition de la consommation ou même des besoins de base, est également un angle d'observation capital du niveau de bien-être de cette localité. L'on pourrait, à tort, assimiler cela à la pauvreté relative. Il s'agit plutôt de l'inégalité.

1.2. Distinguer la croissance économique du développement

La croissance économique se définit comme la progression quantitative de la production. Elle est le préalable à tout effort de développement. Le développement implique une amélioration du bien-être de toute la population se traduisant par une hausse du revenu par tête, un accroissement de la ration alimentaire et un meilleur accès aux services de santé et d'éducation. Dans cette perspective, la croissance ne signifie pas nécessairement l'augmentation du niveau de vie par tête car les fruits de la croissance ne bénéficient pas automatiquement et de façon identique à tous les groupes sociaux. En effet, 'dans bien des cas une croissance même forte peut se traduire par une aggravation des inégalités sociales et exclusion de ses bénéfices la majorité de la population'⁵.

Le développement est une notion relative, il ne prend sens que dans la comparaison par rapport à une situation initiale et par rapport à d'autres pays. Il ne se définit pas par un niveau de richesse atteinte une fois pour toutes. La croissance n'a pas automatiquement pour résultat d'améliorer les conditions de vie des individus, ni sur le plan national, ni sur le

plan international. Les écarts de revenus à l'intérieur des pays sont considérables.

Le développement exige la croissance économique, et la croissance économique durable suppose une transformation profonde des structures économiques et sociales. Toutefois, ces deux notions ne se confondent pas »⁶.

2. Les inégalités et la croissance économique : Revue de littérature théorique et empirique

Depuis le milieu des années 1950 et la parution de l'hypothèse de Kuznets et par suite les critiques qui lui ont été avancées⁷, plusieurs modèles théoriques ont été élaborés pour étudier l'impact d'une distribution non égalitaire des ressources sur la croissance et le processus de développement. Quelles conclusions peut-on tirer de ces recherches ?

1.1 Les inégalités et la croissance économique : Canaux de transmission théoriques

Si les économistes redécouvrent et repensent la question des inégalités, c'est qu'ils s'en étaient assez désintéressés pendant longtemps. Avec la longue période de croissance qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, aujourd'hui, les économies développées connaissent à la fois une croissance relativement faible et des inégalités croissantes. Par conséquent, dans un grand nombre de pays, le revenu des classes moyennes stagne voire recule. Sur cet impact négatif

⁶ Jean-Marie Alberini, « Mécanismes du sous-développement » Editions Ouvrières, 1980 in « Dictionnaire Thématique de sciences économiques et sociales : Principes et théories » Jean-Claude Gehanne, Ed Dunod, 2000, p 50.

⁷ Voir quelques critiques à propos de la courbe de Kuznets cité par Khalid SOUDI, H.C.P in « Le triangle croissance économique, inégalité, pauvreté : Synthèse des controverses », les cahiers du plan N° 13 • mai-juin 2007.

⁵ Stéphanie Treillet, 'l'économie du développement de Bandoeng à la Mondialisation' 2ème édition, Armand Colin, 2005, p 75.

des inégalités sur la croissance, le consensus a évolué rapidement, de façon corolaire à la montée en puissance du thème dans les grandes institutions internationales (FMI, OCDE).

En décembre 2013, et sur la base d'un document de travail (Cingano, 2013)⁸, l'OCDE sort un communiqué de presse titré « Les inégalités pèsent sur la croissance économique ». En 2012, l'avis de l'OCDE sur la question était moins tranché, une étude spéciale soulignait que « malgré un grand nombre d'études sur le lien entre les inégalités et la croissance, il n'y a pas unanimité sur ce sujet et les données tangibles sont peu concluantes » (OCDE, 2012). Paul Krugman (2013)⁹ a également évolué sur la question : « il existe des preuves solides, provenant d'endroits comme le Fonds monétaire international, qu'un niveau élevé d'inégalités est un frein à la croissance, et que la redistribution peut être bonne pour l'économie ».

De l'autre côté, plusieurs économistes ont soutenu la thèse de l'impact positif des inégalités sur le développement économique en présentant la théorie du ruissellement, selon laquelle l'enrichissement des plus aisés est in fine bénéfique pour les moins aisés. Cependant, comme la croissance ralentit et les inégalités progressent, les arguments selon lesquels les inégalités peuvent même être nocives pour la croissance ont tendance à être plus entendus.

Il en ressort que les théories expliquant l'impact des inégalités sur la croissance, relèvent de deux grandes

catégories controversées¹⁰ : la première postule l'existence d'une relation positive entre inégalités et croissance, induite par l'épargne individuelle et des incitations à investir¹¹, et la seconde souligne les effets négatifs d'une distribution inégale des ressources sur les perspectives de croissance d'un pays, effets qui empruntent trois grands canaux : l'instabilité sociale et politique, la politique budgétaire et fiscale, et l'accumulation de capital en présence de marchés du crédit imparfaits et de l'inefficacité des marchés financiers.

1.2 Revue de littérature empirique :

Avant de procéder à l'implémentation de notre méthodologie, nous proposons dans ce qui suit, de présenter une revue de littérature empirique, qui met en exergue, différentes conclusions et travaux en matière de l'impact des inégalités sur la croissance économique.

Malgré les limites des mesures utilisées et la difficulté liée à la disponibilité des données sur les inégalités, plusieurs auteurs s'intéressaient à l'estimation de l'impact global des inégalités de revenus sur la croissance économique. Ces études peuvent être regroupées selon trois critères. Le premier est la nature des données utilisées : (données de Panel ou données en coupe transversale), le deuxième est la mesure adoptée pour appréhender les inégalités (Indice de Gini, Indice de Lorenz et les quintiles) et le troisième concerne les conclusions des études (Absence ou présence d'impact et nature d'impact (positif ou négatif)).

⁸ Communiqué de presse du 09/12/2014 sur <http://www.oecd.org/fr/presse/les-inegalites-present-sur-la-croissance-economique.htm>.

⁹ Le 8 août 2014, il écrit dans le New-York Times qu'il y a des preuves de plus en plus importantes pour une « nouvelle vue » sur le lien entre inégalités et croissance. Page A23 of the New York edition with the headline: Inequality Is a Drag.

¹⁰ Mohamed Karim KEFI et Hadhek ZOUHAIER, « Inequality and economic growth », Asian Economic and Financial Review, 2015.

¹¹ Philippe D'ARVISENET « Inégalité et croissance, les enseignements des débats récents », Eco Conjoncture, Novembre 2015

Durant les années 90, une nouvelle vision a émergé avec des études soulignant le caractère négatif des inégalités, au moins pour les pays pauvres. La plupart de ces études mettent en avant le canal de l'imperfection des marchés des crédits et de l'investissement dans le capital humain. Toutefois, cette vision avec l'usage des données en Panel, va être remise en cause vers la fin des années 90.

Pour Alesina et Rodrik (1993)¹², les inégalités de revenus ont un impact négatif sur la croissance. L'usage d'un modèle de l'économie politique permet de confirmer que les inégalités de revenus et de propriétés foncières (mesurées par l'indice de Gini), sont négativement corrélées avec la croissance pour les pays démocratiques, non-démocratiques et aussi pour l'échantillon global.

Les recherches de Persson et Tabellini (1993)¹³ aboutissent à la même conclusion d'Alesina et Rodrik (1993). En utilisant des approches pour les données de panel et les données longitudinales, ces auteurs confirment que les inégalités sont néfastes pour la croissance. Le modèle développé se base sur le concept de l'électeur médian qui décide en fin de compte de la redistribution de la richesse. Selon cette perspective, plus l'électeur médian devient pauvre, plus il réclame davantage la redistribution.

Perotti (1996)¹⁴ a utilisé les données de panel avec un échantillon de 71 pays pour une période qui va de 1960 à 1985. Il a exploré plusieurs variables issues de différents canaux de l'économie politiques, notamment des

variables de la politique budgétaire, des indicateurs relatifs à l'instabilité sociopolitique, des contraintes de crédits, le niveau de l'éducation et le taux de fécondité. Les conclusions de Perotti permettent de confirmer une forte présomption empirique pour les deux canaux d'instabilité sociopolitique et de la décision relative à l'éducation et à la fécondité. Le troisième canal concernant l'imperfection du marché du crédit, n'a pas été largement soutenu et le canal de la politique budgétaire a été quasiment rejeté.

3. Evaluation économétrique et interprétation des résultats

Dans cette étude de cas, nous nous focalisons sur l'examen de l'impact des inégalités sur la croissance économique pour le panel composé du Maroc et certains pays de la CEDEAO. Ceci dit, nous sommes amenés à présenter, premièrement, les données formant la base de notre modélisation, et les faits stylisés de notre échantillon, avant de mettre l'accent deuxièmement sur l'évaluation empirique et son interprétation..

3.1. Présentation des données et faits stylisés

La sélection de l'échantillon de pays s'est faite sur la base de la similarité que présentent les pays constituant la CEDEAO et le Maroc, en termes de faits stylisés quant aux indicateurs d'intérêt. Les données sur lesquelles repose notre travail empirique, proviennent de plusieurs sources. En effet, dans le modèle de régression que nous présentons plus tard, nous retenons en plus des variables d'intérêt, à savoir le taux d'ouverture, l'indice de GINI et le taux de croissance économique, d'autres variables de contrôle.

En effet, la modélisation est approchée par des variables pertinentes, extraites de la Banque mondiale, de « The

¹² Alesina, A, « Distributive politics and economic growth ». The Quarterly Journal of Economics, 109(2), 1994, p.465.

¹³ Persson T, « Is inequality harmful for growth? ». The American Economic Review, 1994, p.600.

¹⁴ Perotti, R, « Income distribution, political instability, and investment».. European economic review, 40(6), 1996, p.1225.

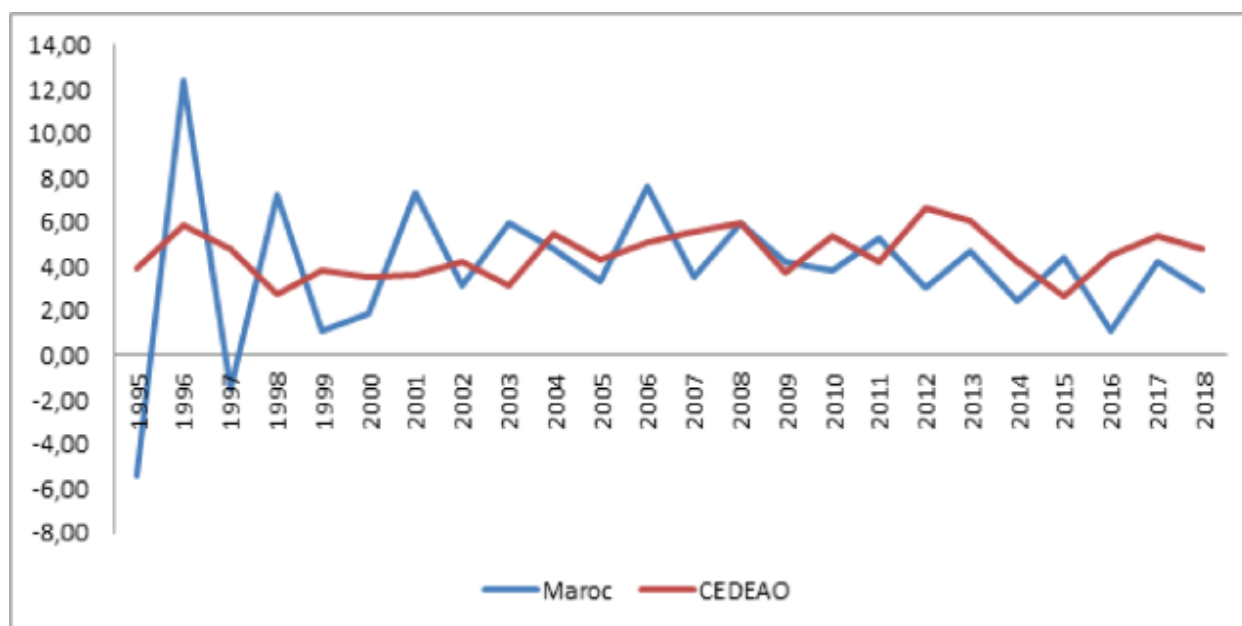
Standardized World Income Inequality Data base »¹⁵, pour l'indice de GINI et de la base de données établie par UNESCO pour EDU. Nous présentons dans ce qui suit, un bref aperçu sur les 9 variables utilisées dans le modèle proposé : Inégalités de revenus (indice de GINI), croissance annuelle du PIB (GDP), ratio des importations et des exportations (TGP), investissements étrangers directs (FDI), ratio des dépenses publiques totales dans le secteur de l'éducation (PEH1), ratio des dépenses publiques dans le secteur de la santé (PEH2), croissance annuelle de l'Indice des prix à la consommation (CPI), croissance annuelle de la population (POP) , et taux d'inscription aux études secondaires (EDU).

S'agissant des faits stylisés, il est à noter que les pays formant le panel de ce travail présentent une volatilité de la croissance économique et des taux des inégalités assez significatifs.

Ainsi, au Maroc la principale caractéristique de la croissance est son évolution en dents de scie, avec tantôt des hauts niveaux et tantôt des bas selon les variations de la production agricole qui est fortement dépendante des conditions climatiques.

D'après la représentation ci-dessous, entre 1995 à 2018, la croissance a connu des récessions 9 fois sans dépasser les -5% qu'une seule fois, avec performances importantes réalisées suite à une forte baisse du taux de croissance de l'année précédente, et un taux annuel moyen de 3,9 %. Cette volatilité qui semble être structurelle gêne le bon fonctionnement du processus d'accumulation de la richesse à même de générer la croissance et garantir sa pérennité.

Figure 1 Evolution du taux de croissance du PIB réel entre 1995 et 2018



Source : Etablie à partir de la base de données construite

¹⁵ <http://fsolt.org/swiid/> consulté le 20 mai 2022.

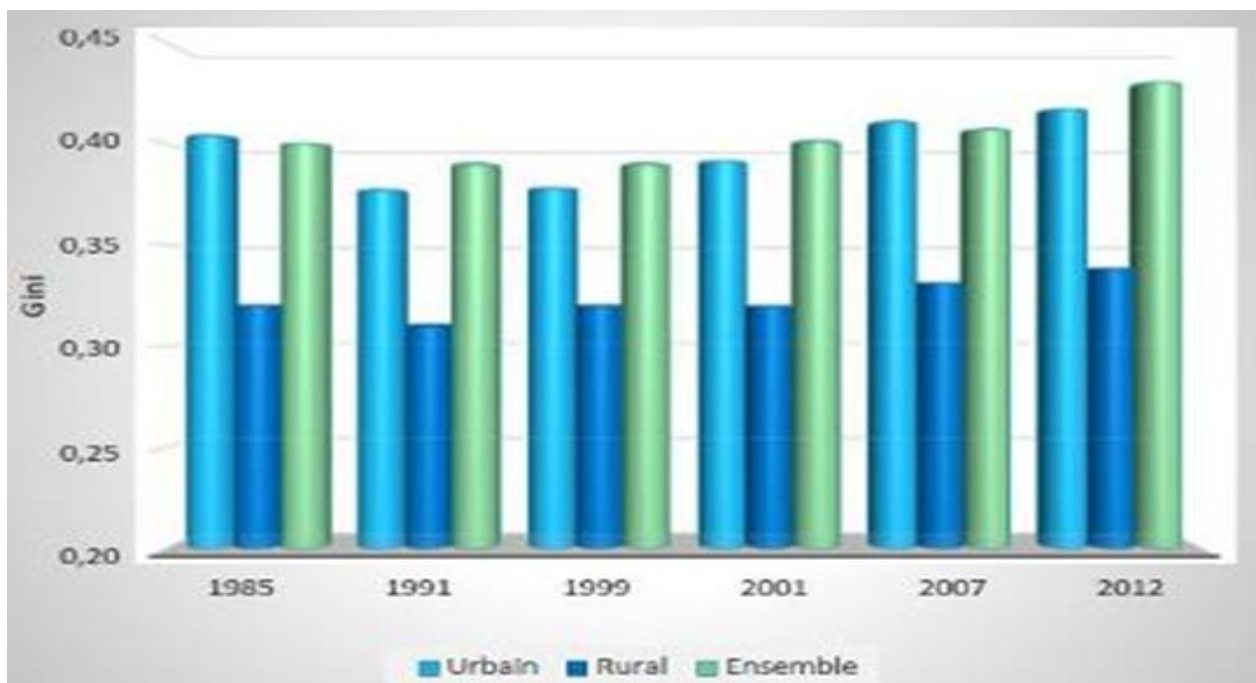
De même, pour les pays de la CEDEAO, la croissance économique semble avoir les mêmes caractéristiques tendancielle, avec une moindre intensité par rapport à celle du Maroc, soit des taux compris entre 2.77 % et 6.61 %. Selon la commission économique pour l'Afrique¹⁶, cette baisse de la croissance régionale, est principalement due à la baisse des prix des matières premières, en particulier du pétrole. La chute brutale du prix du pétrole a mis en exergue la fragilité des fondements de la croissance ouest africaine, fortement dépendante de l'exportation de matières premières.

Pour ce qui est des inégalités et la pauvreté au Maroc et à la CEDEAO, on note que la croissance inclusive est celle qui profite aux pauvres en visant la

diminution des inégalités entre les citoyens et citoyennes dans ses multiples facettes, et si pour la Maroc, on dispose de peu d'information pour analyser la situation des inégalités, en Afrique en générale et à la CEDEAO en particulier, le manque de données rend la tâche difficile¹⁷.

Au Maroc, le manque de données sur les revenus fait que les inégalités économiques sont plutôt mesurées à travers les dépenses des ménages, marquées par de fortes inégalités en se concentrant davantage en milieu urbain que rural, comme le prouve les enquêtes nationales auprès des ménages réalisées par le HCP et l'ONDH, avec une tendance à la hausse entre 1985 et 2012.

Figure 2 Evolution de l'inégalité de dépenses des ménages-Indice de GINI- 1985-2012



Source : enquête nationale auprès des ménages (HCP et ONDH 2012)

¹⁶ Rapport de la commission économique pour l'Afrique intitulé : « Profil économique de l'Afrique de l'ouest en 2015 et perspectives en 2016 à l'issue de sa réunion tenue le 25-26 février 2016, à Dakar au Sénégal.

développement (BAD) a noté : « Il est surprenant de voir le peu de recherches effectuées sur ce thème malgré le rôle central de la pauvreté et des inégalités dans le développement des pays d'Afrique. La sensibilité politique de ces problèmes explique peut-être le manque de données adéquates et d'études sur le sujet ».

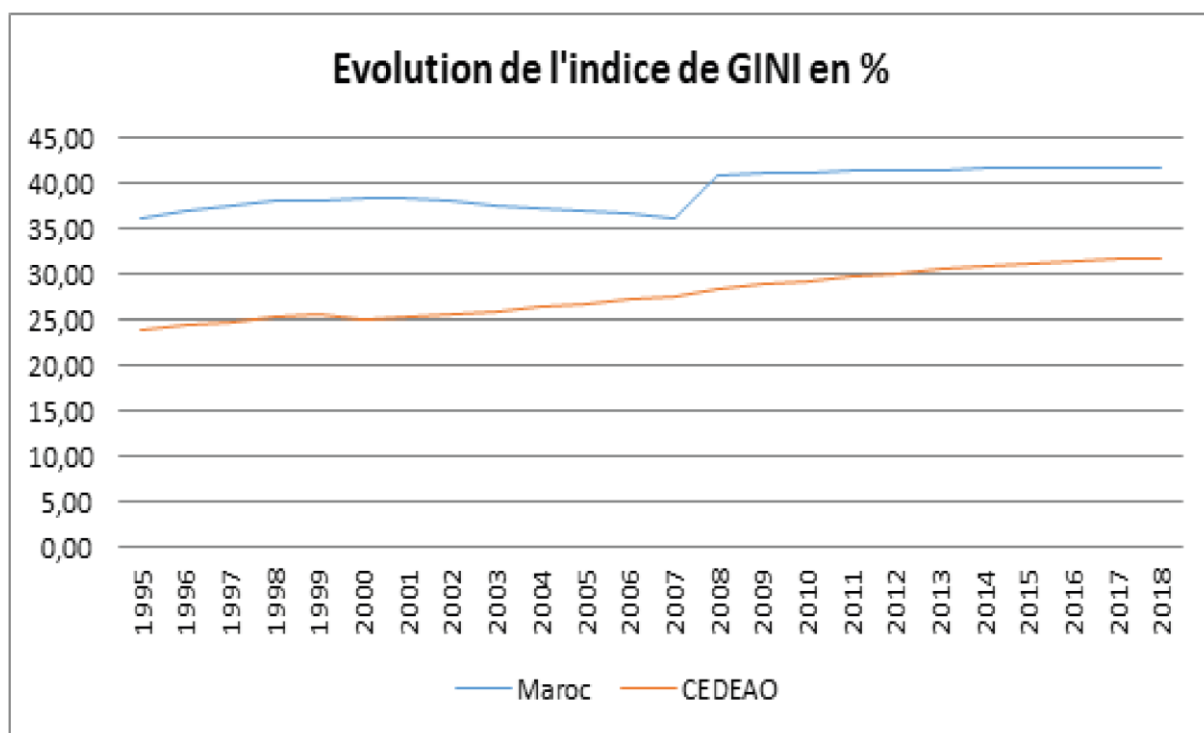
D'un autre côté, les inégalités se manifestent clairement entre les ménages les plus aisés et les ménages les moins aisés. Au niveau national, les 20% de ménages les plus aisés ont une dépense équivalente à 8,8 fois à celle des 20% de ménages les moins aisés. Elle est multipliée par 8,3 en milieu urbain et 5,7 fois en milieu rural.

En utilisant les résultats officiels des trois dernières enquêtes de la Direction de la statistique, il ressort qu'en 1983-85, la part des dépenses des 10% des ménages les plus riches s'élevait à plus de 30% contre moins de 2% pour les 10% les plus pauvres, et les dépenses moyennes ont été environ sept fois plus élevées pour les plus riches (31 711 DH) que pour les plus

pauvres (6 081 DH)¹⁸.

Il en résulte que le modèle de croissance de l'économie marocaine génère encore des inégalités. Ainsi, malgré les politiques menées en matière de développement humain, l'indice de GINI est demeuré stable au cours des deux dernières décennies, d'où la nécessité d'opter pour des politiques publiques inclusives et de leur donner un véritable contenu social.

Figure 3 : Evolution de l'indice de GINI en %



¹⁸ Touhami Abdelkhalek, « politiques économiques, pauvreté et inégalités au Maroc : analyses en équilibre général micro simulé », « Mondes en développement » 2009/4 n° 148.

Pour les pays de la CEDEAO, et selon les estimations faites, les inégalités dans ces pays en moyenne mesurées par l'indice de GINI varient aux alentours de 0,3. Ce chiffre traduit une insuffisance de la croissance à absorber les écarts entre les différentes couches des sociétés de la CEDEAO et par conséquent la pauvreté demeure un phénomène qui touche la plupart de ces pays.

Il en ressort que l'inégalité, tout comme la pauvreté monétaire, pour le Maroc comme pour la CEDEAO sont restées élevées et plutôt stables durant les deux dernières décennies, alors, peut-on soupçonner une relation négative entre les politiques économiques poursuivies, ou subies, pendant les dernières décennies, y compris la libéralisation progressive des marchés, et les inégalités dans ces pays. Autrement dit, une relation entre les inégalités et la croissance économique ?

3.2. 2. Spécification du modèle, estimation et interprétation des résultats

L'objectif principal de ce travail est l'investigation de l'impact des inégalités sur la croissance économique. Les données utilisées relèvent d'un échantillon de 16 pays : le Maroc et les pays de la région CEDEAO. La période de l'étude s'étale sur 1995–2018. Une étape préliminaire, mais nécessaire pour l'implémentation du modèle, consiste à l'identification et la sélection des variables adéquates. Le choix des variables, principalement celles correspondant aux variables de contrôle, telle que le rapport des échanges (importations et exportations) par rapport au PIB, les dépenses publiques allouées à l'éducation et le taux d'alphabétisation...

est très déterminant et surtout, dans le contexte et le modèle de développement africain.

Ainsi notre modélisation, compte tenu du travail de Salimi et al. (2013) se référant aux études de Meschi et Vivarelli (2007) Rao et al. (2011)), se présente comme suivant :

$$(modèle) \quad GDP = f(TGP, FDI, POP, GIN, CPI)$$

Afin d'éviter une régression fallacieuse qui pourrait être engendrée par la non-stationnarité des séries, on procède à des tests de racines unitaires (le test de racine unitaire de LLC, Fisher-ADF test et IPS).

Étant donné que notre modélisation peut être impactée par certaines problèmes économétriques tels que **l'hétérogénéité**, **l'endogénéité** ou le biais causé par **la structure dynamique** des modèles et pouvant provenir, d'une part, d'une corrélation potentielle entre la variable retardée et les autres variables explicatives (y compris les effets individuels) et, d'autre part, d'une corrélation potentielle de cette variable par rapport aux valeurs passées, courantes ou futures du terme d'erreur ε , on a jugé indispensable d'adopter une approche d'estimation par GMM.

L'estimation de notre modèle par GMM montre que l'évolution de la croissance économique dépend de l'historique, illustré par la variable LGDP (-1). Ce résultat s'aligne avec la théorie de la croissance endogène, qui défend le modèle de croissance économique auto-entretenu.

Résultats de l'estimation par GMM

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LGDP (-1)	0.3732	0.127170	2.9336	0.0037

LTGP	0.0935	1.099001	0.0850	0.9323
LFDI	0.2066	0.108125	1.8991	0.0590
POP	0.1302	0.293533	0.3337	0.6577
GIN	0.0333	0.013053	2.3715	0.0187
CPI	0.0339	0.023333	1.8830	0.0612
J-statistic	9.3913	Instrument Rank	13	
Prob (J-statistic)	0.2192			

Pour l'échantillon des pays étudié, les inégalités, approchées par l'indice de GINI, contribuent positivement à la croissance. Ce résultat est en parfaite accord avec le canal des incitations, qui présente les inégalités comme un facteur incitatif à l'effort, à l'innovation et à l'entrepreneuriat, et par conséquent, un mécanisme générateur de la croissance (Allègre¹⁹). Ce constat est compatible avec la théorie du ruissellement qui indique le caractère intrinsèque des inégalités. Ainsi, si l'on réduit les inégalités, les agents feront moins d'effort. L'échantillon étudié, est caractérisé par un niveau élevé de disparités et inégalités, ce qui explique les performances d'entrepreneuriat dans certains pays.

A l'opposé de plusieurs travaux qui évoquent la croissance démographique comme un facteur explicatif de la croissance économique, le coefficient de la croissance démographique n'est pas significatif pour l'échantillon étudié. Pour certains auteurs, notamment ceux qui défendent le paradigme de Malthus²⁰, l'impact évoqué est négatif.

Une analyse globale des résultats obtenus et de la problématique de base de ce travail, ne peut s'effectuer sans appréhension des caractéristiques

intrinsèques de la région étudiée. En fait, les pays qui constituent l'échantillon sont caractérisés par un niveau de croissance relativement moyen, une croissance démographique relativement élevée, une situation des inégalités répandues, et une multiplicité des échanges commerciaux. Dans ce contexte spécifique, les résultats des estimations, effectuées pour cerner l'impact des inégalités sur la Croissance conduisent à considérer les inégalités comme facteur pertinente pour l'incitation à la croissance.

A mentionner aussi que les inégalités dans la région étudiée, engendrent d'autres formes de disparités, géographiques, sociales et économiques. Ainsi, le canal économique et social se présentent déterminante pour approcher la croissance et les inégalités dans la région.

Conclusion :

Au terme de ce travail portant sur l'impact des inégalités sur la croissance économique, et sur la base, principalement, de l'évaluation empirique effectuée sur l'échantillon constitué des pays appartenant à la CEDEAO et le Maroc, nous pouvons conclure que les inégalités, contrairement à ce qu'on attend comme résultat, se révèlent catalyseur de la croissance économique. Cependant, ces inégalités qui, dépassant une limite, peuvent devenir une source d'instabilité sociopolitique générant un climat défavorable pour l'attractivité des investissements notamment étrangers dont

¹⁹ Allègre, G. « Impact des inégalités sur la croissance: que sait-on vraiment ? », Revue de l'OFCE, (6), 2015, p. 378.

²⁰ Malthus, T., « An essay on the principle of population, as it affects the future improvement of society », (Vol. 2) 1809. p. 119

leur augmentation de 1% fait croître le taux de croissance de 0,2%.

Au Maroc, cette conscience s'est ancrée sur plusieurs niveaux, ainsi, commercialement parlant, et depuis quelques années la question de l'ouverture sur l'économie régionale et mondiale fut une des priorités stratégiques du pays, en témoigne le retour du Maroc à l'Union Africain et le nombre d'accord conclus et de partenariats engagés, dès lors, dans divers domaines potentiels appelés communément les nouveaux métiers de Maroc (NMM) auxquels s'ajoutent l'agriculture et la pêche, les télécommunications, et les domaines de qualification des ressources humaines.

Au niveau de réduction des inégalités, le chantier phare en la matière demeure l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) qui a fait bénéficier depuis son lancement en 2005 jusqu'à 2013 près de 10 millions de bénéficiaires par des investissements mobilisés de 30 milliards de dirhams, soit plus de 33 000 projets réalisés²¹.

Le système éducatif n'est pas mis à l'abris de ses préoccupations, ainsi plusieurs réformes ont succédé depuis les années 2000, partant de la charte nationale d'éducation et de formation et arrivant à la vision stratégique 2015-2030 en passant par le plan d'urgence 2009-2012, ce qui a permis l'amélioration du taux de scolarisation et la lutte partiellement contre la déperdition scolaire. Cependant, il importe d'attirer l'attention sur la nécessité d'accompagner ces réalisations quantitatives par des améliorations en termes de qualité des apprentissages et des enseignements pour une meilleure qualification des ressources humaines.

Pour conclure il est impératif d'évoquer que les similitudes et les disparités entre les pays de l'échantillon et surtout, entre le Maroc et la CEDEAO, pouvaient confirmer l'existence de gains socio-économiques à générer de l'intégration du Maroc à la dite communauté. Alors, quelles sont les perspectives d'une telle intégration ? Et comment peut-on la réussir pour qu'un développement inclusif et durable soit réalisé davantage ?

²¹ Rapport de l'ONDH, consacré à l'évaluation de l'INDH, 2016, téléchargeable sur le site <http://www.ondh.ma> consulté le 12 avril 2022.

BIBLIOGRAPHIE ET WEBOGRAPHIE

- A.Sen, « Capability and well-being in the quality of life », Edition Oxford: Clarendon Press, 1993.
- Alberto. Wagner de Reyna, « progrès et développement », recueil de textes, Edition l'Harmattan, 1990.
- Alesina, A., &Rodrik, D. « Distributive politics and economic growth», The Quarterly Journal of Economics, 109(2). 1994
- Alesina, A., &Perotti, R., « Income distribution, political instability, and investment », European economic review, 40(6). 1996
- Allègre, G. « Impact des inégalités sur la croissance: que sait-on vraiment ? », Revue de l'OFCE, (6). 2015
- Clarke R. « More evidence on income distribution and growth », Journal of development Economics, 47(2). 1995
- Jean-Marie Alberini, « Mécanismes du sous-développement » Editions Ouvrières, 1980 in « Dictionnaire Thématique de sciences économiques et sociales : Principes et théories » Jean-Claude Gehanne, Ed Dunod, 2000.
- Labbens Jeans, « Sociologie de la pauvreté : le tiers monde et le quart monde », Edition Gallimard, 1978.
- Malthus, T. R. « An essay on the principle of population, as it affects the future improvement of society », (Vol. 2). 1809
- Mohamed Karim KEFI et Hadhek ZOUHAIER, « Inequality and economic growth », Asian Economic and Financial Review, 2015.
- Persson, T., & Tabellini, G. «Is inequality harmful for growth? », The American Economic Review, 600-621. 1994
- Philippe D'ARVISENET « Inégalité et croissance, les enseignements des débats récents», Eco Conjoncture, Novembre 2015
- Quentin Wodon, « Marketing contre pauvreté », éd. Atelier, Paris, 1993
- Stéphanie Treillet, « l'économie du développement de Bandoeng à la Mondialisation », 2éme édition, Armand Colin, 2005.
- TouhamiAbdelkhalek, Dorothee Boccanfuso, Luc Savard De Boeck Supérieur : « politiques économiques, pauvreté et inégalités au Maroc : analyses en équilibre général micro simulé »,| « Mondes en développement » 2009/4 n° 148.
- Khalid SOUDI, H.C.P in « Le triangle croissance économique, inégalité, pauvreté : Synthèse des controverses », les cahiers du plan N° 13 • mai-juin 2007.
- Rapport de la commission économique pour l'Afrique intitulé : « Profil économique de l'Afrique de l'ouest en 2015 et perspectives en 2016 à l'issue de sa réunion tenue le 25-26 février 2016, à Dakar au Sénégal.
- <http://www.ondh.ma>
- <http://www.oecd.org/fr>
- <http://fsolt.org/swiid/>